

Jeremiah Day devait exposer au centre d'art à partir du 3 juin prochain. Compte tenu de la situation sanitaire actuelle, son exposition « Si c'est pour les gens, ça doit être beau », dit-elle, a été reportée à la rentrée 2020.

Il a suggéré que nous publions cette lettre ouverte co-signée et écrite avec la contribution de Fred Dewey et Wolfgang Heuer, avec qui Jeremiah Day a travaillé précédemment sur le projet "What Was The European Union?".



Rédigé en prévision du sommet de l'Union européenne sur la reprise économique qui se tiendra ce jeudi 23 avril 2020, ce texte fait écho à son projet d'exposition, dont la problématique centrale est la suivante : de quelle manière parvenir à un engagement citoyen positif, en faveur du bien commun ?

**Antoine Marchand, directeur du centre d'art Le Lait, Albi (France)**

...

### **Lettre ouverte au Conseil européen et à nos amis et collègues**

Cette lettre concerne l'avenir de la solidarité en Europe, et donc l'avenir de l'Europe elle-même. Le 9 avril, l'Eurogroupe a adopté une solution de fortune pour faire face à une crise sanitaire massive et à son impact sur les budgets nationaux. Mais le sens de cet accord n'est pas clair. Le 23 avril, les dirigeants de l'Europe doivent discuter des moyens de préserver « le bien-être de tous les Européens » face à cette crise. En l'absence de mesures audacieuses revivifiant les valeurs fondatrices de l'Europe, il est probable que la crise économique et ses solutions de fortune entraîneront une crise politique bien plus grave, voire fatale pour l'Europe. Au-delà de l'économie et des problèmes sanitaires, c'est la conception même de l'Europe que cette crise imminente mettra en jeu.

Le refus net des gouvernements néerlandais, allemand, autrichien et finlandais d'envisager une mutualisation concrète de la solidarité européenne – sous la forme de ce qu'on appelait les EuroBonds ou Euro obligations, devenus en réponse à la crise sanitaire les Corona Bonds – nous paraît aller à l'encontre des principes même qui présidaient à la construction de l'Union européenne. Les déclarations en faveur de la « solidarité » qui sont démenties par les actes apparaissent à certains comme plus extrêmes encore. Le premier ministre du Portugal parlait sûrement pour beaucoup d'autres quand il a qualifié des propositions aussi vagues de « révoltantes ». Il semble que certains mesurent mal à quel point nos destins sont profondément liés, et comment de telles « propositions », si elles étaient mises en œuvre, déclencherait un grave conflit politique – un conflit qui pourrait entraîner des initiatives en faveur d'une sortie de la monnaie unique ou fortement renforcer les mouvements qui la réclament.

Le retrait de l'Eurozone d'un deuxième ou troisième pays sous le joug d'un nouveau régime autoritaire pourrait détruire les fondements mêmes de la monnaie unique et donc, non seulement l'économie européenne, mais aussi celles des pays dépendant de

leurs échanges commerciaux comme les Pays-Bas et des pays exportateurs, comme l'Allemagne et la France, pour qui la valeur de l'euro est essentielle. Sans la monnaie unique, les principaux pays d'Europe pourraient voir leurs échanges commerciaux gravement touchés et une inflation massive les frapper – et, dans ce cas, menacer les fondations historiques des Pays-Bas, de la France et raviver l'histoire traumatisante que les Allemands cherchent à tout prix à éviter avec leur politique d'austérité unique. Il ne s'agit pas de pointer du doigt ces trois pays. D'autres pays ont aussi joué un rôle. Et tous en subiraient les tristes conséquences.

En même temps, c'est une bonne chose qu'émergent aujourd'hui au sein de la société civile des forces jusque-là absentes – notamment en Allemagne et aux Pays-Bas – susceptibles de rendre une mutualisation des risques plus acceptable politiquement. Ce paysage changeant d'opinions publiques contradictoires est révélateur de la nécessité de faire mieux qu'imposer une autre solution technocratique le 23 ; au contraire, il appelle à un plus large débat citoyen sur la signification et le contenu de la solidarité en Europe. Il est grand temps de se demander si l'idée d'une Europe alliance entre égaux, telle qu'elle était envisagée au début, a toujours un sens. Nous pensons que c'est plus que jamais le cas. La souffrance et la peur croissantes de millions de personnes le prouvent.

À Bruxelles, le Parlement européen porte le nom de l'Italien Altiero Spinelli. Le plan directeur de la société ouverte et prospère dont nous bénéficions aujourd'hui a été rédigé dans une prison italienne. S'en souvenir maintenant n'est pas du sentimentalisme. C'est un rappel du fait que la solidarité était à la base de la construction économique européenne et que seul son renouvellement peut permettre d'aller de l'avant. Il est fort probable qu'en 1946 certains ne voulaient pas pardonner les États responsables de la catastrophe totalitaire. Mais Spinelli et les partisans antifascistes à travers l'Europe savaient que le pardon était un élément indispensable du plan pour la solidarité européenne et la renaissance économique. Le choix qui se pose à nous est aussi clair – soit une solidarité authentique et durable dans la paix, soit un chauvinisme à court terme et l'autodestruction.

Depuis dix ans, on soutient que la mutualisation de la dette comme fondement d'une solidarité commune créerait un « aléa moral », et en effet on peut arguer valablement que lier les finances de tous dans une action destinée à soutenir un voisin en grande difficulté pourrait mettre en péril le bien commun. Il y a trop longtemps que l'« Europe sociale » doit faire l'objet d'un débat à l'échelle européenne.

Mais on a ignoré un autre « aléa moral » : bloquer la création d'Euro obligations et maintenant de Corona Bonds risque d'intensifier la renaissance du nationalisme et l'usage abusif des institutions communes par des factions et des pays européens qui cherchent à imposer aux autres leur modèle politique. Ce qui risque d'être perdu là, en flattant certaines ambitions nationalistes qui ont certainement contribué au Brexit, c'est notre respect de l'égalité politique et le sentiment d'avoir vaincu l'injustice avec notre projet commun. Proposer d'envoyer des comptables contrôler les finances publiques quand les hôpitaux croulent sous le nombre des morts et des mourants dans les grandes villes européennes est d'une absurdité évidente, comme est évidente la résistance violente à une telle « conditionnalité », du nom donné par certains à une telle politique.

Dévastées par la pandémie mais sans contrôle sur leur propre monnaie, l'Italie et l'Espagne ne peuvent pas résoudre leurs problèmes comme d'autres le pourraient. Les Italiens et d'autres Européens sont de plus en plus nombreux à se demander si l'UE n'est pas devenue un obstacle plutôt qu'un soutien sur leur route vers la guérison – même si une majorité fragile dans leurs pays soutient encore l'Union européenne et la monnaie unique. S'ils devaient se diriger vers de nouvelles monnaies – comme le réclament des voix de plus en plus fortes – ce serait sans doute la fin de l'euro. D'un autre côté, régler la facture de la crise au niveau national pourrait bien entraîner la faillite de plusieurs pays, ce qui à son tour risquerait d'entraîner celle de la monnaie unique. Et, même si on évite une faillite, il n'est pas difficile d'imaginer l'UE se divisant en factions le long de lignes de fracture vieilles et nouvelles, avec des boycottages ou pire décrétés contre ceux accusés d'avoir trahi la défense commune au moment d'une pandémie et de tensions sans précédent.

Nous croyons que lorsque les Européens s'éloignent d'une solidarité authentique, ils ne sont pas « égoïstes », mais autodestructeurs. On ne peut pas utiliser les technicalités de la dette ou des investissements pour obscurcir ce qui nous menace : une pandémie à l'échelle de la planète qui a déjà causé une crise financière partagée par tous. Une action commune, mutuelle et partagée, est essentielle. Il ne s'agit pas de charité, mais de s'unir pour résoudre ensemble des problèmes communs – la santé publique, les frontières, le confinement, les élections, les libertés civiles et la préservation de la prospérité et de l'union pour l'après-crise.

On a dit que le Mécanisme européen de stabilité était néfaste à cause de son association avec la crise de la zone euro, et peut-être est-ce vrai aussi des Euro obligations. Il faudrait donc faire figurer à l'ordre du jour du 23 avril la mise en œuvre d'une nouvelle forme concrète et irréfutable de solidarité entre nous tous acteurs de la vie publique, mais aussi entre nos dirigeants politiques. Ils doivent faire la preuve de leur engagement au service d'une paix commune et d'un bien-être commun, une preuve indispensable si nous voulons sortir indemnes des mois difficiles qui nous attendent.

À nos amis et collègues : nous devons renoncer à tout acquiescement silencieux et soutien tacite aux actions autodestructrices qui mettent en péril notre avenir commun. À ce stade, l'Europe est une île d'ouverture sociale, de liberté, d'échanges mutuels et d'alliance qu'ils nous faut défendre. Nous, ses citoyens, devons inventer de nouvelles formes pour préserver ce projet précieux et l'exemple unique de société bénéficiant à tous qu'il représente. Il y a déjà eu beaucoup de casse. L'heure n'est pas au repli et au retrait dans les abris. Nous devons d'abord prendre nos téléphones, écrire à nos représentants et le dire à nos collègues : nous devons trouver de nouvelles formes et des initiatives de solidarité audacieuses en Europe le 23 avril, ou bien nous allons sûrement planter les graines d'une ruine dangereuse.

**Jeremiah Day (Berlin), Fred Dewey (Bruxelles/Los Angeles), Wolfgang Heuer (Berlin/Madrid)**

Day, Dewey et Heuer ont co-organisé le projet “What Was The European Union?”, une série de forums publics sur les racines du fédéralisme européen d'après-guerre dans les mouvements de résistance de la seconde guerre mondiale.

**Les co-signataires sont bienvenus.**

**Pour soutenir cette initiative, merci d'écrire au Conseil européen, à propos du sommet du 23 avril : [reception.desks@consilium.europa.eu](mailto:reception.desks@consilium.europa.eu)**